



Paris, le 19 novembre 2021

COP26 : pour une démocratie mondiale capable de gérer l'urgence climatique

La 26e conférence internationale sur le climat (COP26) se termine à Glasgow sur de nombreuses promesses et un manque d'engagements concrets, avec pourtant une prise de conscience de l'urgence climatique par l'ensemble des pays participants.

L'accord a été modifié à la dernière minute en raison des pressions de l'Inde et de la Chine, qui - soutenues par d'autres pays en développement dépendant du charbon - ont rejeté l'élimination progressive de l'énergie produite par le charbon. Toutefois, après d'intenses négociations entre les représentants de la Chine, de l'Inde, des États-Unis et de l'Union européenne, le texte a été modifié pour demander aux pays de "réduire progressivement" leur utilisation du charbon.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, ouvert à tous les pays membres des Nations Unies, avait pourtant publié [son dernier rapport](#) d'évaluation. Il montre "sans équivoque" que l'influence humaine est le principal facteur du réchauffement qui a déjà des impacts concrets sur notre environnement. Surtout, le rapport alerte sur le fait qu'au cours des prochaines décennies, les changements climatiques s'accroîtront partout sur la planète (voir [l'Atlas interactif](#)).

Il est pourtant possible d'atténuer la montée du niveau des mers ou l'intensification des vagues de chaleur en limitant le réchauffement, avec "une réduction immédiate, rapide et à grande échelle des émissions de gaz à effet de serre" selon Valérie Masson-Delmotte, coprésidente du groupe 1 du GIEC. L'urgence d'agir à l'échelle mondiale pour essayer d'inverser la courbe est désormais une évidence.

Toutefois, pour trouver des solutions, nous continuons à recourir à la confrontation entre les diplomates, c'est-à-dire entre intérêts nationaux divergents. Les trop faibles avancées de la COP 26, comme dans les COP précédentes, montrent clairement les limites du système institutionnel actuel. La préoccupation principale de chacun des dirigeants nationaux est d'imposer à court terme leur vision géopolitique et la moindre contrainte et les moindres coûts à leur électorat, et non celle de résoudre à long terme un défi mondial qui concerne tous les citoyens de la planète, et qui leur coûtera au final très cher, humainement, socialement et financièrement.

Les processus de décisions intergouvernementaux comme les COP sont censés apporter la solution aux problèmes environnementaux mondiaux, mais ils ne permettent pas de contrôler le respect des engagements, ni de sanctionner les États qui ne respectent pas leurs engagements. En l'absence d'une véritable démocratie mondiale disposant de la légitimité populaire pour imposer les décisions et les rendre contraignantes, les États seront toujours tentés de ne pas respecter leurs engagements.

Engagés pour le climat depuis le Sommet de Rio de 1992, les fédéralistes soutiennent ainsi les initiatives de réforme institutionnelle de la gouvernance mondiale. Pour nous, les citoyens et les citoyennes du monde ont le droit d'exprimer leur souveraineté et d'influer directement sur leur destin. Les luttes intestines entre les États ne peuvent plus peser sur notre avenir.

Nous soutenons, ainsi, la création d'une Cour mondiale pour l'environnement où la loi internationale est au-dessus des lois nationales et où elle s'applique universellement. Cette Cour permet de veiller au respect de la volonté populaire exprimée par les citoyens concernés, c'est-à-dire, l'humanité toute entière.

Par ailleurs, les fédéralistes soutiennent également la création d'une assemblée parlementaire des Nations Unies, qui constituerait la voix des citoyens à travers leurs représentants, aux côtés de l'assemblée générale représentant les Etats. Le système judiciaire international disposerait ainsi de la légitimité démocratique pour contraindre les Etats à respecter les accords et les conventions qui s'imposent aux membres des Nations Unies.

A l'aune de l'urgence climatique, les fédéralistes seront ainsi particulièrement attentifs et engagés quand s'ouvrira en 2023 le sommet international censé proposer des évolutions démocratiques du système des Nations Unies.

Le bureau exécutif de la section française de l'Union des fédéralistes européens.

contact@uef.fr

UEF France

<https://www.uef.fr>

